

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 28 (1991)
Heft: 1030

Artikel: Commerce suisse - tiers monde : quelle misère!
Autor: Carera, Mario
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1020716>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 29.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Quelle misère !

Les 110 000 personnes ayant signé en six mois en 1986 la pétition des organisations d'entraide «Pour un commerce équitable avec le tiers monde» sauront gré au Conseil fédéral d'avoir attendu jusqu'à janvier dernier pour publier un «rapport global». Il est censé définir les mesures que la Confédération pourrait prendre «pour encourager la production respectueuse de la situation sociale de ces pays et de l'écologie». Un rapport décevant, peu innovatif, ne traçant aucune nouvelle conception du commerce Nord – Sud des relations Suisse – tiers monde en particulier.

● **Balance commerciale déficitaire** – D'année en année, la Suisse enregistre un excédent commercial de l'ordre de 5 à 7 milliards de francs dans ses relations avec le tiers monde. Ce qui permet de financer le tiers du déficit commercial annuel de notre pays avec la Communauté européenne. Cet excédent commercial chronique est déplacé, puisque, bien ciblé, le commerce favorise l'emploi et les revenus.

● **Marginalisation des plus pauvres** – Le commerce Suisse – tiers monde s'inscrit dans la «déprime» des relations Nord-Sud en général (échange inégal, détérioration des termes de l'échange...) et la part des pays en voie de développement (PVD) au commerce extérieur suisse diminue depuis dix ans. Le commerce Nord-Nord et les échanges avec les quelques dragons d'Asie du Sud-Est font l'essentiel du commerce international. Autrement dit, plus on est riche, plus on commerce et, inversement, plus on est pauvre plus on est marginalisé. Le rapport de cinquante pages du Conseil fédéral relève ce constat dramatique: «Plus de la moitié de la population mondiale ne participe que pour 4% aux exportations mondiales en 1987», mais une «libéralisation plus poussée» paraît la réponse dominante à cette impasse dramatique.

● **Vous avez dit conception ?** – On aurait légitimement pu espérer d'un «rapport global», attendu depuis plusieurs années, une nouvelle conception tenant compte de la marginalisation des plus pauvres, des problèmes environnementaux, des concentrations économiques en cours, etc. Rien de tout cela, le Conseil fédéral se bornant à relever «certaines limites» des stratégies actuelles basées sur le libre échange. Un constat réjouissant toutefois: «Le commerce, dit

le Conseil fédéral, doit contribuer effectivement à l'amélioration de la prospérité économique dans le monde et dans les PVD en particulier. A long terme, cela n'est possible que si les coûts sociaux et écologiques (y compris les transports) sont inclus dans les prix.» Bravo, il devient en effet urgent d'établir un lien fondamental entre commerce, développement et environnement. De la même manière qu'au GATT, où la Suisse, avec raison, revendique la «multifonctionnalité» de l'agriculture (objectifs de sécurité alimentaire, de peuplement rural), la politique de

développement a aussi sa multifonctionnalité, ses objectifs sociaux (réduction de la pauvreté, transferts de technologies...) et, fondements mêmes de la croissance. Le «rapport global» du Conseil fédéral ne fait que timidement poser le problème, sans plus. Au niveau international, l'OCDE (club des 24 pays les plus riches, dont la Suisse), la Banque mondiale, et même le FMI, planchent sur des modèles de comptes économiques incluant les coûts de l'environnement. L'ambassadeur de Pury, le délégué du Conseil fédéral aux accords commerciaux, préside l'un des groupes de travail sur ces thèmes dont il souligne toute l'importance. Y compris pour le GATT qui va poursuivre pendant de nombreux mois son round de négociation interrompu en décembre à Bruxelles. Toute cette effervescence conceptuelle, jointe aux pressions des opinions publiques, fera naître de nouvelles politiques pour assurer effectivement «un développement durable». Dommage que le Conseil fédéral reste si timide avec sa politique commerciale. Le «commerce équitable» attend plus d'audace et de lucidité.

Mario Carera

SOCIALISTES VALAISANS

Difficile position

(pi) *Le Peuple valaisan*, l'organe du parti socialiste de ce canton, éprouve quelques difficultés dans ses prises de position sur l'agression dont a été victime Pascal Ruedin. Dans son édition du 22 février, il publiait un article colportant des ragots selon lesquels le secrétaire du WWF aurait peut-être été la victime d'un mari jaloux... sans le moindre soupçon de vérification et sans mention d'une source digne de foi. Un communiqué est publié la semaine suivante: «La direction du Parti socialiste du Valais romand (PSVR) se distancie clairement de l'article paru dans *Le Peuple valaisan* du 22 février 1991 (...). Elle est choquée que de tels propos aient pu être tenus dans l'organe officiel du PSVR.» Tout est donc rentré dans l'ordre ? Presque tout, car dans le même numéro, un autre article s'inspire du même sujet, sous le titre: «Agression». Après avoir rappelé la responsabilité de l'Etat qui n'a pas toujours appliqué la loi et les compromissions nouvelles que risque

d'engendrer le transfert aux communes de la compétence de délivrer les autorisations de construire, l'auteur écrit: «Cette tension entre le WWF et les autorités, on la comprend. Cette association écologique fait son travail derrière un bureau, se donne comme tâche de contrôler le travail des autres. Des fois nous avons l'impression que l'on agit par pur égoïsme. Il est facile de commander quand on ne paie rien. Personnellement, nous aimerions voir le WWF plus actif sur le terrain. Quand il faut se courber, être mouillé ou avoir les souliers sales pour une «action nature», c'est le vide. (...) La nature, l'environnement ont besoin de défenseurs, mais dans les temps actuels les grandes théories ne valent pas grand chose quand il manque le travail sur le terrain.» Que diable, voilà des propos que ne démentirait certainement pas *Le Nouvelliste*...

Cette position est indéfendable, mais hélas répandue: on cherche à limiter la question de la gestion d'un patrimoine collectif — notion que les Valaisans ont du mal à admettre — à des problèmes de ramassage de papiers gras sur les alpages ou de recherche de vieux pneus dans les